

Rwanda - Combats à Kigali, report des négociations

Reuters, 16 juin 1994

KIGALI, 16 juin, Reuter - Les forces gouvernementales et les rebelles rwandais ont repris les combats jeudi à Kigali, ignorant le cessez-le-feu annoncé la veille à Tunis par leurs représentants sous les auspices de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA).

Les échanges de tirs de mortier, de mitrailleuses, et d'armes légères ont conduit le commandant adjoint de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda (Minuar), le général Henry Anyidoho, à reporter à vendredi des pourparlers de paix prévus jeudi entre l'armée gouvernementale et des officiers du Front patriotique du Rwanda (FPR) pour mettre en œuvre la trêve.

La proposition faite mercredi par la France de déployer une force internationale au Rwanda si les combats et les massacres se poursuivaient a été rejetée par le FPR et diversement accueillie ailleurs.

“Nous sommes totalement opposés à une intervention française”, a déclaré à Reuter Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR, formée de Tutsis. “Ils interviendraient pour protéger les bourreaux. Ce serait une attaque, une provocation”, a-t-il ajouté.

Seul pour l'instant le président zaïrois Mobutu Sese Seko s'est rallié à la proposition de Paris. “Je pense que d'autres Etats et pas seulement la France seront prêts à envoyer des troupes pour faire cesser ces horreurs”, a-t-il dit jeudi à Tunis au lendemain de la clôture du sommet de l'OUA.

— Pessimisme en Afrique —

La Belgique, ancienne puissance coloniale au Rwanda, a fait savoir qu'elle n'enverrait pas de troupes si la force internationale proposée par Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, devait finalement être déployée.

Dix soldats belges de la Minuar avaient été tués après l'assassinat du président Juvenal Habyarimana le 6 avril, attentat qui a déclenché la guerre civile et les massacres.

Le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duqué, a souligné jeudi que “l'objet de l'opération qui a été envisagée par M. Juppe hier est un objet humanitaire. Il s'agit de venir au secours de populations menacées et de les protéger.”

La Grande-Bretagne avait réagi dès mercredi soir aux propos de Juppé en soulignant que toute intervention militaire au Rwanda devait être discutée au sein des Nations unies.

“Si les massacres continuent et si le cessez-le-feu n’est pas respecté je dis (...) que la France est prête à monter avec ses principaux partenaires européens et africains une intervention sur le terrain visant à protéger les groupes menacés d’extermination”, avait déclaré Alain Juppé.

En Afrique, analystes et diplomates estiment que les chances d’un cessez-le-feu se sont réduites après le massacre mardi à Kigali de 60 enfants de la tribu minoritaire Tutsie par des miliciens de la tribu majoritaire Hutu.

“Ce simple acte a très certainement torpillé toute chance de cessez-le-feu. Les rebelles considèrent désormais qu’une trêve leur lierait les mains alors que leur peuple se fait massacrer”, a dit un diplomate africain à Nairobi. /RS

(c) Reuters Limited 1994